

Réduire les inégalités et renforcer la reprise

Contre-budget pour 2018

Valérie **RABAULT**, Olivier **FAURE**, Christine **PIRES-BEAUNE**, François **PUPPONI**,
Jean-Louis **BRICOUT** et les députés du groupe Nouvelle Gauche

Mercredi 4 octobre 2017 – Assemblée nationale

PLF 2018 : contre-budget

1 Le budget 2018 du Gouvernement

2 Nos propositions pour les Français : réduire les inégalités

3 Nos propositions pour les entreprises : renforcer la reprise

4 Nos propositions pour les collectivités locales : assurer l'équilibre des territoires

5 Nos engagements budgétaires : continuer à réduire le déficit public

Les nouvelles mesures fiscales du Gouvernement

Principales mesures nouvelles en prélèvements obligatoires en 2018

	2018
Dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages	-3,0
Création de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)	-3,2
Mise en place d'un prélèvement forfaitaire unique	-1,3
Baisse du taux d'IS de 33% à 25%	-1,2
Suppression de la quatrième tranche de la taxe sur les salaires	-0,1
Hausse de la fiscalité énergétique	3,7
Hausse de la fiscalité du tabac	0,5
CICE - Montée en charge et hausse de taux de 6 à 7% en 2017	-4,0
Crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires	-0,6
Elargissement du crédit d'impôt pour l'emploi de personnes à domicile	-1,0
Total	-10,3

NB : Ce tableau n'intègre pas la mesure nouvelle de gain de pouvoir d'achat pour les actifs liée à la baisse des charges en basculement de la CSG dont la première étape aura lieu le 1^{er} janvier et dont l'effet plein interviendra à compter d'octobre 2018. Cette mesure, neutre à terme, dégage en 2018 un excédent de +3,7 Md€.

Extrait du dossier de presse du Gouvernement, page 6

Un creusement des inégalités entre ménages (1 / 5)

- ▶ Les contribuables qui vont bénéficier de la fin de l'ISF ont en moyenne plus de 10 000 € de revenus par mois

L'injustice du budget du Gouvernement

Décile/ Centile de revenu disponible individuel*	Revenu disponible/ an/adulte	Patrimoine	Patrimoine foncier	Patrimoine financier
1 ^{er} d.	1 829	29 149	23 815	5 240
2 ^e d.	7 500	58 954	43 449	14 266
3 ^e d.	11 789	69 435	50 317	16 087
4 ^e d.	15 430	82 506	57 982	19 946
5 ^e d.	18 477	86 697	60 998	21 012
6 ^e d.	21 356	103 568	72 814	25 479
7 ^e d.	24 649	126 678	86 700	32 579
8 ^e d.	29 084	160 013	104 655	44 466
9 ^e d.	36 541	229 863	137 113	73 571
10 ^e d.	83 134	879 371	274 611	494 793
déciles 1-10	24 979	182 623	91 245	74 744
96 ^e c.	60 093	498 262	214 320	211 519
97 ^e c.	67 309	593 380	243 425	258 471
98 ^e c.	78 510	762 787	305 030	330 966
99 ^e c.	100 006	1 109 755	397 647	515 981
100 ^e c.	281 699	4 001 516	665 321	2 938 076
1000 ^e m.	1 102 060	17 300 000	1 260 000	15 400 000

Source : « Réformer la fiscalité du patrimoine », OFCE, Guillaume Allègre, Mathieu Plane et Xavier Timbeau, calculs des auteurs ; Landais, Piketty, Saez (2011).

Bénéficiaires de la quasi-suppression de l'ISF et de la « flat tax » sur les revenus du capital

Un creusement des inégalités entre ménages (2/5)

- ▶ Plus le patrimoine augmente, plus sa composante financière s'accroît : c'est elle qui sera exonérée d'ISF

L'injustice du budget du Gouvernement

Taux	Bornes en millions €	Nombre de redevables	ISF total avant plafonnement en millions €	ISF net après imputation du bouclier fiscal en millions €	Revenu fiscal de référence moyen par foyer en €	ISF moyen acquitté par foyer, après bouclier, en €	ISF moyen avant impact du bouclier par foyer en €
0,70%	De 1,3m€ à 2,57m€	254 497	1 243	1 236	116 799	4 857 €	4 884 €
1,00%	De 2,57m€ à 5m€	70 234	1 107	1 080	203 133	15 372 €	15 761 €
1,25%	De 5m€ à 10m€	19 649	911	815	389 708	41 491 €	46 374 €
1,50%	> 10m€	6 772	1 933	908	876 025	134 132 €	285 406 €
Total		351 152	5 194	4 039	163 294	11 503 €	14 791 €

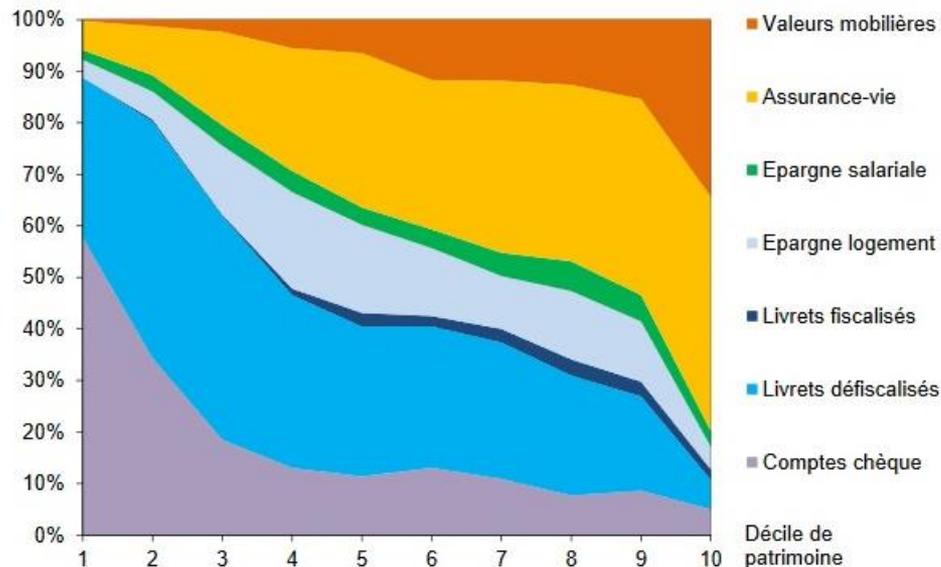
En bleu : données ISF 2016, ministère des finances

En rouge : calculs VR (ISF total divisé par nombre de redevables)

Un creusement des inégalités entre ménages (3/5)

- ▶ La quasi fin de l'ISF constitue un manque à gagner de 3,2 milliards d'euros, et ne répond pas à l'objectif du Gouvernement de financer l'économie et l'emploi
- ▶ Aucune incitation à investir sur de la « prise de risque »

L'injustice du budget du Gouvernement



L'assurance vie représente 50% de l'épargne financière des 10% de Français qui ont le plus de patrimoine, et qui vont bénéficier de la quasi suppression de l'ISF

Source : Enquête patrimoine 2009-2010 ; calculs DG Trésor.

Source : Dynamiser l'épargne financière des ménages pour financer l'investissement et la compétitivité. Rapport au Premier Ministre des députés Karine Berger et Dominique Lefebvre, 2013

Un creusement des inégalités entre ménages (4/5)

- ▶ Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique sur la base d'un taux inférieur à celui de la 1^{ère} tranche d'impôt sur le revenu !
 - ▶ Prélèvement forfaitaire unique = 30% = 17,20% (prélèvements sociaux) + 12,80%
 - ▶ 1^{ère} tranche d'impôt sur le revenu = 14%
 - ▶ En d'autres termes, les revenus du travail des ménages les moins aisés seront « plus taxés » que les revenus du capital concentrés majoritairement sur les ménages les plus aisés
 - ▶ Taxation du Plan d'Épargne Logement

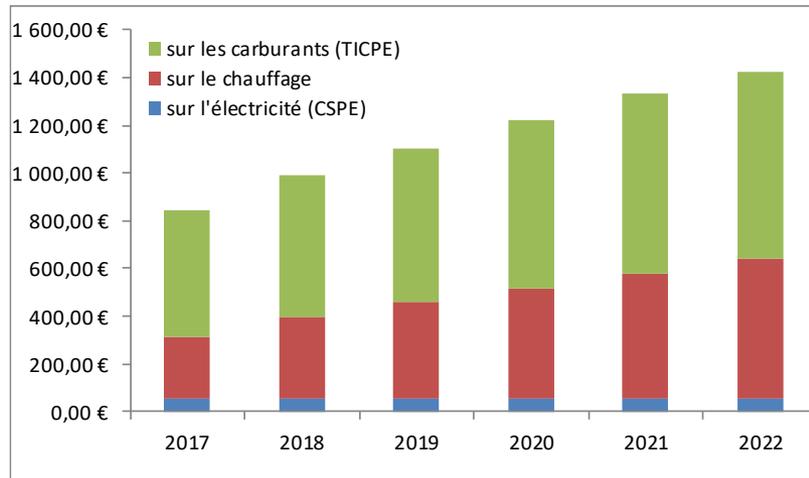
Un creusement des inégalités entre ménages (5/5)

- ▶ Les ménages avec moins de 1500 € par mois supportent la quasi-totalité des efforts
 - ▶ Efforts en termes de baisse des dépenses
 - ▶ Baisse des APL : 6,5 millions de Français concernés, -5 € par mois (voire 20€ pour certains)
 - 60% des APL perçues par Français avec des revenus < au seuil de pauvreté
 - ▶ Suppression de la moitié des créations d'emplois aidés, plus de 225000 Français concernés
 - ▶ Baisse de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)
 - ▶ Augmentation de €2 du forfait journalier à l'hôpital
 - ▶ Efforts en termes de hausse de la fiscalité
 - ▶ Fiscalisation des intérêts du PEL (aujourd'hui pas d'impôt dessus)
 - ▶ CSG pour les retraités
 - ▶ Impact de la hausse de la fiscalité écologique, qui ne tient pas compte du revenu, partiellement compensée par le chèque énergie

Exemple d'un ménage 2 adultes 2 enfants (1 / 2) : impact fiscalité écolo

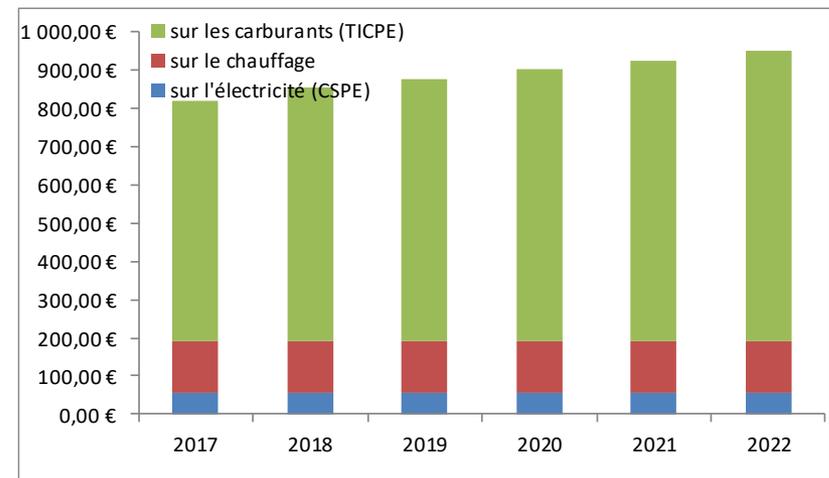
Hausse de 576 euros des taxes d'ici 2022 pour un chauffage au fioul, et du carburant diesel

- ▶ Les ménages vivant dans les territoires ruraux sont les premiers concernés
 - ▶ Hausse de 145€ sur 2018



Hausse de 127 euros des taxes d'ici 2022 pour un chauffage à l'électricité et du carburant essence

- ▶ ..mais seulement 37% des ménages se chauffent à l'électricité
 - ▶ Hausse de 32€ sur 2018



Exemple d'un ménage 2 adultes 2 enfants (2/2) : chèque énergie

- ▶ La calibration du chèque énergie du Gouvernement fait des perdants parmi les ménages aux revenus modestes

Comparaisons en 2018 de l'avantage du chèque énergie par rapport aux tarifs sociaux selon les revenus et la taille du ménage

	Tarifs sociaux actuels	Chèque énergie					
		Revenu fiscal de référence					
Exemples représentatifs		0 €	4 000 €	6 000 €	7 500 €	11 000 €	14 000 €
Personne seule, studio, chauffage électrique	87€	144 €	144 €	96 €	48 €	0 € (faible probabilité d'éligibilité aux TSE)	0 € (faible probabilité d'éligibilité aux TSE)
Personne seule, studio, chauffage individuel gaz	143€					0 € (faible probabilité d'éligibilité aux TSE)	
Couple sans enfant dans un appartement chauffé à l'électricité	109€	190 €	190 €	190 €	190 €	63 €	0 € (faible probabilité d'éligibilité aux TSE)
Couple sans enfant dans un appartement chauffé collectivement au gaz	232€						
Couple avec 2 enfants dans une maison individuelle chauffée à l'électricité	140€						
Couple avec 2 enfants dans une maison individuelle chauffée au gaz	316€	227 €	227 €	227 €	227 €	227 €	152 €
Couple avec 2 enfants dans une maison individuelle chauffée au fioul, GPL ou bois	131€						

Extrait du dossier de presse (page 8) « Paquet solidarité climatique » du Gouvernement, 19 septembre 2017

Des signaux négatifs pour les PME

(1/2)

- ▶ La baisse de la fiscalité concentrée sur les grandes entreprises
 - ▶ Suppression de la 4^{ème} tranche de la taxe sur les salaires (100 millions d' €)
 - ▶ Concerne les salaires annuels > 152 000 euros
- ▶ Pas de priorité donnée aux PME
 - ▶ Réduction du taux de CICE de 7% à 6%
 - ▶ Sur les salaires < 2,5 SMIC
 - ▶ Suppression de l'amendement visant à étendre le taux réduit d'IS de 15% à toutes les PME sur les 1ers 38120€ de résultat net
 - ▶ Trajectoire de baisse de l'IS ne privilégie pas les PME
 - ▶ Modification de la trajectoire votée sous le précédent quinquennat

Des signaux négatifs pour les PME (2/2)

- ▶ Une baisse de la commande sur le logement ?
 - ▶ Bailleurs : ponction de 1,4 milliard € en 2018, sans tenir compte des différences entre les grandes sociétés et les « petits » bailleurs
 - ▶ Moins d'entretien des logements existants
 - ▶ Moins de constructions nouvelles
 - ▶ Modification du prêt à taux zéro
 - ▶ Dispositif d'aide à l'accession à la propriété, prolongé dans les zones tendues...
 - ▶ ...mais supprimé en zones non considérées comme tendues (zones B2 et C)
 - En zone C, le PTZ représentait en moyenne 15% du financement, et 17% en zone B2 (données Cour des comptes)
 - Primo accédant lésés
 - Entreprises locales lésées, difficultés à vendre les logements en zones B2 et C

Des collectivités locales lourdement mises à contribution

- ▶ 13 milliards d'€ d'économies demandées sur le quinquennat
 - ▶ Soit 45% de plus qu'entre 2012 et 2017
 - ▶ 9,4 milliards d'€ d'économies ont été réalisées sous le précédent quinquennat par les collectivités locales (données Cour des comptes, p.43 du rapport de juin 2017)
 - ▶ Soit 30% de plus que ce qui a été annoncé pendant la campagne : 10 milliards d'€ « seulement » inscrits dans le programme
- ▶ Une méthode non précisée
 - ▶ 319 collectivités locales (régions + départements + villes > 50 000 habitants + ECPI > 150 000 habitants) devront contractualiser avec l'Etat

Des engagements non tenus à l'égard des collectivités locales

- ▶ Pour les régions : des promesses non tenues
 - ▶ Manquent 600 millions d'€ (dont 450 millions d'€ pour le fonds pour le développement économique)
- ▶ Pour les départements : pas de reconduction du fonds d'urgence de 50 millions d'€ pour accompagner les départements en difficulté
- ▶ Pour les communes et les groupements de communes
 - ▶ Baisse de 8% du soutien à l'investissement public local
 - ▶ En 2017 : 1 milliards d'€ de DETR + 0,816 milliards d'€ de FSIL
 - ▶ En 2018 : 1 milliards d'€ de DETR + 0,665 milliards d'€ de FSIL

Aucune proposition pour réduire les inégalités entre collectivités (1 / 3)

L'injustice du budget du Gouvernement

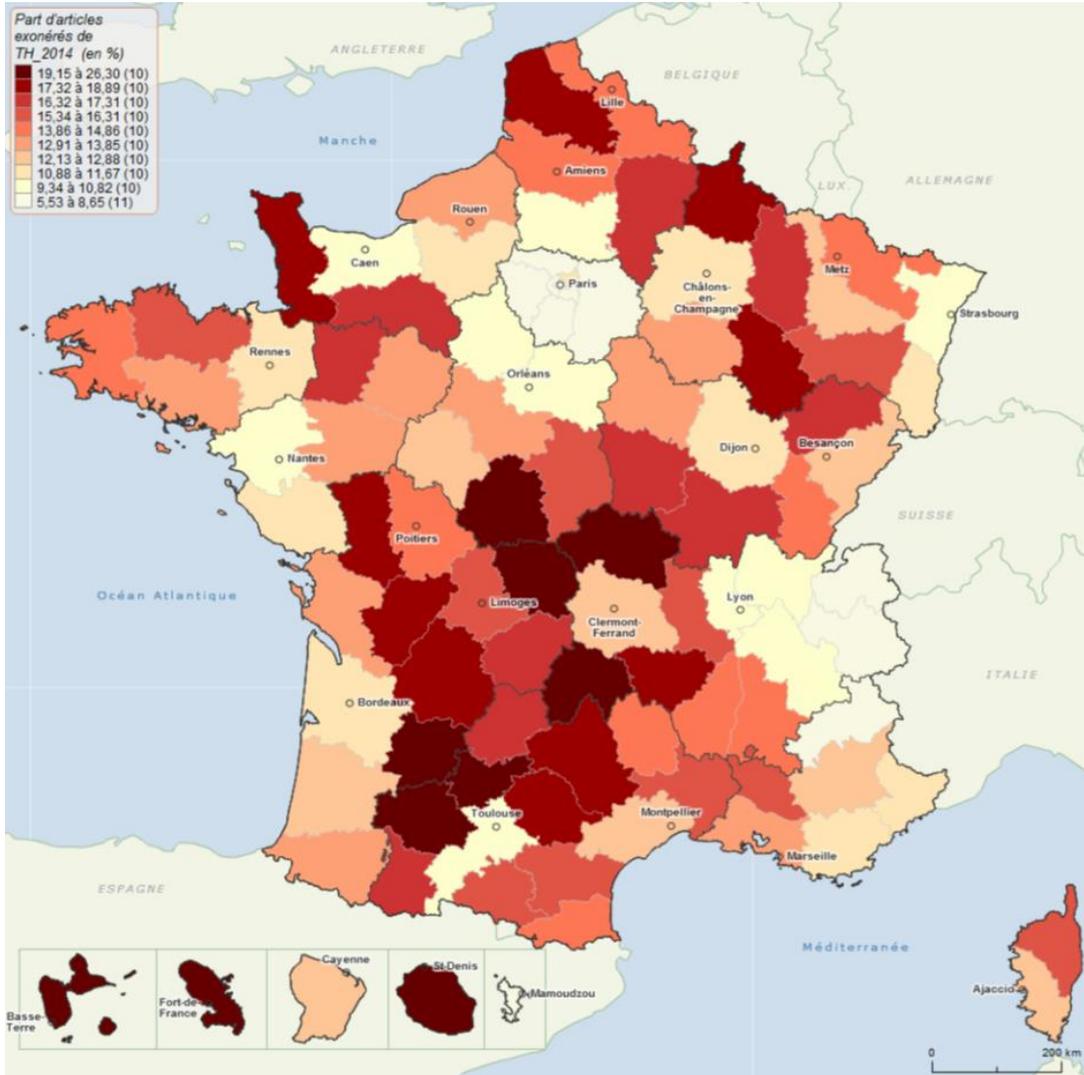
- ▶ Pas de calibrage de l'effort en fonction de la situation de la collectivité locale
 - ▶ Pas de réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement annoncée
 - ▶ Des écarts de 1 à 10 dans les dotations
- ▶ Pas de mise en œuvre de la réforme des bases locatives des habitations
 - ▶ la fiscalité locale repose sur des valeurs remontant pour certaines aux années 1970 !

Aucune proposition pour réduire les inégalités entre collectivités (2/3)

- ▶ Réduction drastique du nombre d'emplois aidés ce qui va conduire
 - ▶ Soit à une augmentation des dépenses de fonctionnement
 - ▶ Soit à une suppression de missions de services publics
- ▶ Crainte d'une accentuation des inégalités entre communes avec la suppression de la taxe d'habitation
 - ▶ Proportion de ménages exonérés variable d'une commune à l'autre
 - ▶ Impact d'une éventuelle hausse future des taux de taxe d'habitation sera différent d'une commune à l'autre

Aucune proposition pour réduire les inégalités entre collectivités (3/3)

L'injustice du budget du Gouvernement



Proportion de logements, par département, exonérés de taxe d'habitation en 2014

PLF 2018 : contre-budget

1 Le budget 2018 du Gouvernement

2 Nos propositions pour les Français : réduire les inégalités

3 Nos propositions pour les entreprises : renforcer la reprise

4 Nos propositions pour les collectivités locales : assurer l'équilibre des territoires

5 Nos engagements budgétaires : continuer à réduire le déficit public

Retrouver l'équité fiscale et sociale pour les ménages (1 / 3)

- ▶ **Maintien de l'ISF**
 - ▶ Avec la création d'un compartiment pour actionnariat familial
 - ▶ Avec le maintien de l'ISF-PME
- ▶ **Suppression de la *flat tax* sur les revenus du capital**
- ▶ **Soutien à la prise de risque via le maintien de l'avantage fiscal de l'assurance vie mais redistribué en vue d'un meilleur fléchage des fonds investis vers les entreprises et notamment les PME**
 - ▶ Proposition du rapport Lefebvre / Berger
- ▶ **Meilleure équité en matière de fiscalité écologique**
 - ▶ Doublement du chèque énergie pour enrayer pour les revenus les plus modestes l'impact de la hausse de la fiscalité écologique

Retrouver l'équité fiscale et sociale pour les ménages (2/3)

- ▶ Rétablissement des portes et fenêtres dans le champ du CITE (Crédit Impôt Transition Énergétique) avec un renforcement des conditions sur l'efficacité énergétique attendue
- ▶ Protection du pouvoir d'achat des retraités
 - ▶ Seuil plus élevé (à 3000€) pour l'augmentation de la CSG prévue par le Gouvernement
- ▶ Augmentation de l'enveloppe de créations d'emplois aidés à 430 000 pour 2018
- ▶ Suppression des mesures injustes
 - ▶ Suppression de la ponction des 5€ par mois sur les APL
 - ▶ Suppression de l'augmentation de 2€ du forfait journalier
 - ▶ Suppression de la baisse de la PAJE

Retrouver l'équité fiscale et sociale pour les ménages (3/3)

- ▶ **Logement : arrêter la concurrence entre les territoires**
 - ▶ APL : poursuivre la mise en œuvre des propositions du rapport Pupponi (600 millions d'€ d'économies possibles, via une meilleure gestion)
 - ▶ PTZ / Pinel : arrêter de pénaliser les ménages ne vivant pas dans les métropoles et grandes villes (600 millions d'€)

PLF 2018 : contre-budget

1 Le budget 2018 du Gouvernement

2 Nos propositions pour les Français : réduire les inégalités

3 Nos propositions pour les entreprises : renforcer la reprise

4 Nos propositions pour les collectivités locales : assurer l'équilibre des territoires

5 Nos engagements budgétaires : continuer à réduire le déficit public

Encourager la prise de risque et soutenir les PME

- ▶ Extension du taux réduit d'impôt sur les sociétés (15%) à toutes les PME, pour leurs premiers 38120€
 - ▶ Avec une extension aux 50 000 € de résultat net
- ▶ Logement : sortir de l'impasse que le Gouvernement a créée avec les bailleurs sociaux
 - ▶ Plan d'économie ciblée de 700 millions d'€ au lieu des 1,4 milliards d'€ imposés par le Gouvernement
 - ▶ Révision de la TVA réduite, de 5,5% à 10% (400 millions d'€)
 - ▶ Création d'un « malus » pour les bailleurs n'entretenant pas suffisamment les logements (300 millions d'€)

PLF 2018 : contre-budget

1 Le budget 2018 du Gouvernement

2 Nos propositions pour les Français : réduire les inégalités

3 Nos propositions pour les entreprises : renforcer la reprise

4 Nos propositions pour les collectivités locales : assurer l'équilibre des territoires

5 Nos engagements budgétaires : continuer à réduire le déficit public

Tenir les engagements à l'égard des collectivités locales (1/2)

- ▶ Régions : rétablir les 450 millions d'euros dans la base de calcul du montant de TVA à transférer aux régions
- ▶ Départements : rétablir le fonds d'urgence pour les départements en difficulté
 - ▶ Engagement du Président de la République lors de la Conférence nationale des territoires le 17 juillet 2017
- ▶ Communes et communautés de communes
 - ▶ Renforcer la péréquation assurée par l'Etat pour soutenir les communes les moins riches
 - ▶ Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) : + 90 millions d'€
 - ▶ Dotation de Solidarité Rurale (DSR) : + 90 millions d'€
 - ▶ Fonds de solidarité Ile de France : + 20 millions d'€

Tenir les engagements à l'égard des collectivités locales (2/2)

- ▶ **Communes et communautés de communes (suite)**
 - ▶ Maintenir la solidarité des communes « riches » à l'égard des communes « pauvres »
 - ▶ Supprimer l'inscription dans la loi d'un FPIC figé à 1 milliard et revenir à la rédaction actuelle (1% des recettes fiscales)
 - ▶ Maintenir le soutien à l'investissement public local qui permet la commande publique
 - ▶ + 60 millions d'€ au titre des pactes métropolitains (engagement du Premier Ministre pour les 6 nouvelles métropoles)
 - ▶ + 60 millions d'euros pour les contrats de ruralité
- ▶ **Soutien aux Outre-Mer**
 - ▶ Création d'un fonds de reconstruction pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy (500 millions d'€)

PLF 2018 : contre-budget

- 1 Le budget 2018 du Gouvernement
- 2 Nos propositions pour les Français : réduire les inégalités
- 3 Nos propositions pour les entreprises : renforcer la reprise
- 4 Nos propositions pour les collectivités locales
- 5 Nos engagements budgétaires : continuer à réduire le déficit public

Respecter nos engagements européens (1 / 3)

	Recettes supplémentaires ou moindres dépenses par rapport au budget du Gouvernement
Suppression de la suppression de l'ISF	+3,2 Md€
Suppression du prélèvement forfaitaire unique	+1,3 Md€
Suppression de la suppression de la 4 ^{ème} tranche de la taxe sur les salaires	+0,1 Md€

Respecter nos engagements européens (2/3)

	Dépenses supplémentaires ou moindres recettes par rapport au budget du Gouvernement
CSG pour les retraités : hausse du seuil	+1,9 Md€
Création de 430 000 emplois aidés au lieu de 200 000 en 2018	+1,3 Md€
Doublement du chèque énergie	+0,5 Md€
ISF : création d'un compartiment familial	+0,2 Md€
Logement : arrêt de la ponction de 5€	+0,4 Md€
Logement : plan de modernisation pour le logement social	+0,7 Md€

Respecter nos engagements européens (3 / 3)

	Dépenses supplémentaires ou moindres recettes par rapport au budget du Gouvernement
Suppression de la hausse de 2€ du forfait journalier	+0,1 Md€
Suppression de la suppression de la PAJE	+ 0,1 Md€
PME : extension du taux réduit (15%) d'impôt sur les sociétés	+0,25 Md€
Fonds de reconstruction Saint-Martin et Saint-Barthélemy	+0,5 Md€
Collectivités locales	+0,8 Md€
Logement : réforme APL	-0,6 Md€
Logement : extension PTZ et Pinel hors grandes villes	+0,6 Md€
Objectif déficit nominal 2018	-2,7% PIB